

Les portes de l'enfer

Quand une usine ferme ses portes, des familles entières basculent dans l'angoisse et la misère. Voyage au cœur de ce naufrage.

C'est l'histoire d'une rupture, une petite mort annoncée. Où celui qu'on renvoie se sent méprisé, nié, annihilé. C'est le récit d'un quotidien qu'on croyait banal, simple, un peu triste à Romilly-sur-Seine, 15 000 habitants de l'Aube, des pavillons transformés en sapins pour Noël, des intérieurs avec papiers pour Noël, des intérieurs avec papiers à fleurs, nains de jardin, fausse brique dans la cheminée. Et une usine. La fabrique du numéro un de la chaussette française, marque Olympia, créée pour les JO de 1936. Rien d'exaltant. Sauf quand ce monde s'écroule. A sa fenêtre, un gamin voit passer à sa hauteur une machine-outil chargée sur un camion, direction la Roumanie. Belle image d'un avenir qui fout le camp. Le drame tient en un mot : délocalisation. « *Quand je fabrique une chaussette ici, je perds 50 centimes d'euro* », dit le PDG. L'article revient plus cher qu'une chaussette importée de Turquie ou fabriquée à l'Est, et l'usine a déjà perdu 500 000 euros. C'est le troisième plan social en cinq ans, la nouvelle facture humaine s'élève à 169 ouvriers et cadres.

Certains sont là depuis trente ans et frôlent la soixantaine, d'autres travaillent en couple. Il y a Pascal, le bonnetier fragile qui a « *peur de tout perdre* » ; Patricia, 47 ans, blonde et soignée, divorcée, deux enfants à charge, « *une vie à l'emballage* », qui croit ne rien savoir faire d'autre ; Patrick le « *formeur* », rétribué à la tâche – « *Plus qu'on fait des dizaines, plus qu'on est payé* » –, et Hervé, délégué du personnel, aux allures de Duduche émouvant dans sa blouse bleue qu'il porte comme un gilet de combat. Délocaliser, c'est virer. Le reste est une question de forme. Même le PDG est dépassé, confit dans son costume à rayures, cravate à pois. Il avance vers la caméra comme s'il la fuyait : « *C'est horrible. J'espérais finir ma carrière sans avoir jamais licencié...* » Deux mois qu'il attend un avis du CE sur le plan social. Cela ne changera rien, sauf que la procédure est bloquée.



Hervé, délégué du personnel, porte sa blouse bleue comme un gilet de combat : la facture humaine de ce nouveau plan social s'élève à 169 ouvriers et cadres.

Réunion solennelle : le CE dit non. Bon, merci, maintenant on peut procéder aux licenciements. Ne manque qu'un épisode, la manifestation contre la perte des emplois. Elle ressemble à un cortège funéraire sous un soleil d'hiver, un dimanche dans les rues vides de Romilly autrefois surnommée la Rouge. Le maire ne s'est pas déplacé, occupé à inaugurer le marché de Noël. Quelques militants CGT l'insultent. Il lève les bras au ciel, résigné : « *Quand j'étais jeune instituteur, le secteur des sous-vêtements employait 1 200 personnes.* » Sur les photos d'époque, une cité vivante, des maisons bourgeoises et une femme flamboyante, sourire conquérant, la fondatrice de l'usine. Aujourd'hui, Dominique Jacquemard, l'héritière, femme

Le drame tient en un mot : délocalisation. "Quand je fabrique une chaussette ici, je perds 50 centimes d'euro", dit le PDG.

brisée, parle comme un actionnaire : « *Il faut savoir s'amputer pour survivre.* » Veille de Noël, 16h30, arrêt des machines. C'est un naufrage. Les femmes de ménage s'embrassent, se disent adieu en pleurant, des ouvrières s'obstinent à observer la tradition du champagne-gâteaux secs, Pascal le bonnetier retrouve sa femme et ses deux enfants qui sanglotent. On regrettera la caméra qui s'attarde, aussi lourde que les questions répétées, obstinées au temps de la télé-exhibition à fourrager l'émotion, à arracher des mots d'angoisse à des gens dont le désespoir silencieux crève déjà l'écran. Le PDG n'a pas osé venir. Et c'est le directeur du personnel qui a essayé de consoler ses ouvriers avec une

phrase malheureuse : « *Bon... les gars... Vous arrêtez les machines quand vous le souhaitez, hein ?* » Le pire est à venir : attendre la décision de la commission de reclassement. Ce matin du 29 décembre, il neige sur Romilly quand le facteur distribue ses lettres recommandées. Pascal le bonnetier trop fragile ouvre la lettre de cachet en tremblant, pleure, mais cette fois de soulagement : il reste. Patrick le formeur ne dit rien, licencié. Hervé le délégué du personnel a accepté de devenir « *commercial* » dans la banlieue. Et Patricia la blonde divorcée, rejetée, repousse la caméra : « *Arrêtez. J'en peux plus.* » A 2 400 kilomètres de là, les machines-outils de Romilly arrivent à Campina, ville industrielle de l'après-Ceausescu, ses rues encombrées de carrioles à cheval, son usine des années 1920 qui fabriquait des chaussettes pour l'armée Rouge. Mais la ville a un argument majeur, 30 % de chômeurs et des salaires moyens à 200 euros contre 1 800 à Romilly. En 1989, les gueules noires défilaient à Bucarest en scandant « *Nous ne vendrons pas le pays !* ». Aujourd'hui, la Roumanie post-communiste ouvre ses bras aux usines étrangères. Tiens ! Revoilà le PDG à rayures qui peste contre les retards de production, les machines arrêtées, les clients pas contents, et doit affronter les ouvrières qui dénoncent les salaires trop bas et les cadences trop dures ! Un cauchemar de patron. Alors... la Chine ? A Romilly, Hervé l'ex-délégué « *commercial* » dort dans les hôtels, loin de chez lui ; Patrick le formeur aide au commerce de sa femme, et Patricia la divorcée apprend à faire des frites dans un fast-food. Mais les trois quarts des licenciés de 2003 sont toujours à l'ANPE. Par le journal local, ils apprendront que le PDG vient d'être licencié par l'actionnaire. La délocalisation industrielle est un peu comme la révolution, elle finit souvent par manger ses propres enfants.